

en Hongrie, de 1968 en Tchécoslovaquie et, maintenant, de 1981 en Pologne: l'évolution trop marquée des régimes politiques des pays de l'Est et la recherche d'appuis à l'Occident ne débouchent que sur une répression encore plus brutale. Chaque fois que l'U.R.S.S. et ses satellites alliés se sont sentis menacés, ils ont abaissé le rideau de fer pour couper les contacts avec l'étranger et renforcer leurs liens réciproques. Il en est résulté une dépendance économique et politique mutuelle beaucoup plus grande entre les membres du bloc soviétique. Ce processus va à l'encontre de ce que nous souhaitons.

Pis encore, l'intervention de l'Occident dans les tiraillements internes du bloc oriental risque d'entretenir des illusions et d'évoquer de faux espoirs, bientôt suivis de récriminations lorsque les forces démocratiques auxquelles l'Occident devrait apporter son aide matérielle ne la verront jamais venir. Dès le début, les chefs politiques occidentaux savaient que les lignes de forces de l'équilibre international les empêcheraient de lever le petit doigt pour intervenir dans les affaires du bloc soviétique. Pourquoi alors jeter de la poudre aux yeux de leurs concitoyens et des sujets des États communistes rêvant à la liberté? Même si cela répond à leurs états d'âme à court terme, cette attitude des dirigeants est moralement irresponsable, à long terme.

Il faut tirer de tout cela la conclusion que toute intervention dans la vie politique interne des pays du bloc oriental doit être menée avec doigté. Il s'agit, à long terme, d'encourager des relations économiques, culturelles et politiques débouchant sur des ententes réciproques, réduisant les tensions et favorisant la création d'institutions pluralistes dans les pays de l'Est. Pour le moment, il faut rétablir les contacts avec la Pologne.

Dans la première partie de notre article, nous avons indiqué qu'à la suite des réformes législatives, la Pologne tente, en fait, de trouver la "voie polonaise vers le socialisme" qui répondrait à ses aspirations culturelles et politiques, à sa situation géographique et à son organisation économique. Les pays occidentaux pourraient faciliter ce processus. Si, au lieu de les aider, l'Occident durcissait les sanctions, il favoriserait l'intervention des communistes de la ligne dure. Ceux-ci redoubleraient leur propagande et prétendraient que les sanctions occidentales sont la cause de la crise économique qui accable la population (c'est-à-dire les gens mêmes que nous voulons aider). Le gouvernement maintiendrait la répression (pour contrer la "menace externe") et retarderait d'autant les réformes. L'économie polonaise affaiblie dépendrait de plus en plus de ses alliés du bloc soviétique.

Par contre, le Canada pourrait amorcer le mouvement de normalisation des relations avec la Pologne. Il faudrait présenter au monde une image beaucoup plus véridique des conditions qui y prévalent actuellement, et encourager les échanges culturels et universitaires. Comme les Canadiens, les intellectuels polonais pourraient combler le hiatus entre l'Est et l'Ouest. Il faudrait imiter la ligne de conduite des Européens de l'Ouest, qui agissent bien plus rationnellement que les Américains à l'égard de la Pologne.

Sur le plan matériel, la Pologne a besoin de produits alimentaires, de